

RELIZANE

Saisie de 74 kg de kif
et une arrestation

Un trafiquant de drogue, dénoncé, vient d'être appréhendé à bord d'une Volkswagen série 6 par les éléments de la sécurité routière et d'intervention relevant du commandement de groupement de gendarmerie de wilaya de Relizane, non loin de la station de repos de Hmadna, sur le tronçon de l'auto-route Est-Ouest, selon un communiqué rendu public par la cellule de communication du commandement de groupement de gendarmerie de wilaya de Relizane.

C'est à la suite d'une information parvenue à leur service et dénonçant le mis en cause dans cette affaire de drogue et grâce à un plan établi par l'escadron routier que le véhicule dénoncé a été intercepté par ces derniers.

Après une fouille minutieuse, les enquêteurs chargés de cette affaire de drogue ont découvert à bord dudit véhicule 174 plaquettes de kif traité soigneusement dissimulées dans la malle, soit une quantité globale de 74 kg, rapporte ledit communiqué.

L'enquête est en cours en vue de connaître la provenance de ce poison.

A. Rahmane

Mise au point du DG
de l'ENAD

Suite à l'article intitulé «Tension à l'ENAD de Sour-el-Ghozlane», nous avons reçu la mise au point suivante :

«Pour éclairer l'opinion publique, le Conseil d'administration du groupe ENAD, en date du 30/07/2016, a donné son accord pour :

Le transfert du personnel de la direction générale du groupe principalement utile pour la relance des activités du complexe détergents de Sour-el-Ghozlane, tout en maintenant le siège social en son lieu d'implantation actuel.

Cette décision s'inscrit dans un but de développement et ce :

1- Rationalisation des coûts de fonctionnement du siège et d'exploitation du complexe industriel de S.E.G.

2- Supprimer les charges de fonctionnement et d'entretien du siège du Groupe ENAD situé à S.E.G (électricité, eau, téléphone, entretien, assurance, internet, gardiennage, etc.) qui s'élèvent à plusieurs milliers de dinars par mois (>800.000,00 DA/mois).

3- Mener une politique continue et sans relâche de lutte contre toute forme de gaspillage tant sur le plan fonctionnement que sur le plan exploitation et ce, conformément aux orientations des pouvoirs publics.

4- Faire des économies d'échelle afin de maintenir les emplois, créer de la richesse et, par conséquent, créer des emplois à travers de nouvelles activités et aussi, à travers l'innovation de nouvelles gammes de produits.

Une politique de relance des activités du groupe est en cours d'élaboration tant sur le plan organisationnel que sur le plan développement stratégique de la filière détergents au niveau du Groupe ENAD S.E.G.

Nous rappelons que certains cadres du siège Groupe ENAD ayant peur d'être démasqués par la discipline, la rigueur dans le travail et surtout la ponctualité au niveau du complexe, font tout pour tromper l'opinion publique tout en usant et abusant des sentiments.

Les allégations portées à l'encontre du président du Groupe A.C.S sont purement fausses. Bien au contraire, un apport financier a été accordé par le Groupe A.C.S à l'effet de relancer les activités de l'usine et d'assurer la pérennité.

Son inquiétude quotidienne est portée, entre autres, sur les préoccupations du groupe ENAD.

Le complexe de Sour-el-Ghozlane a besoin plus que jamais de ces cadres chimistes, ingénieurs et autres cadres de soutien à l'effet de conjurer les efforts avec leurs collègues de l'usine pour rattraper le retard dans l'investissement, d'accroître les capacités de production et d'être à la hauteur pour faire face au phénomène de la mondialisation afin que le complexe regagne sa place comme fleuron de l'industrie dans la région tout entière.»

**Le directeur général P/I
Moatez Salhi**

TÉBESSA

L'huile d'olive de Ferkane commercialisée
sous label... tunisien !

L'huile d'olive de la région de Ferkane, une commune située à l'extrême-sud du chef-lieu de la wilaya, est réputée pour être la meilleure dans tout le Bassin méditerranéen, selon des experts en oléiculture.

Malgré cela, cette richesse ancestrale et millénaire est victime d'un délaissement total, voire même coupable, de la part des investisseurs locaux qui ne s'intéressent qu'au gain facile malgré les aides et les subventions de l'Etat dans ce créneau.

En effet, durant la période de la récolte et la cueillette qui coïncide avec les mois d'octobre jusqu'à minovembre, les quelques agriculteurs et fellahs de ladite région avec leur moyens rudimentaires et traditionnels n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins en huile d'olive et couvrir les charges investies, par manque de pressoir

moderne dans toute la région, le premier pressoir est à 200 km au nord du chef-lieu de la wilaya.

En contrepartie et à quelques encablures de la frontière, nos voisins tunisiens, professionnels en la matière et connaissant parfaitement la qualité de notre huile d'olive de la région de Ferkane, surtout la vierge extraite à froid, proposent à nos fellahs un négoce à leur profit avant que la récolte ne périclisse en l'état. Ils introduisent illégalement depuis les passoires de la frontière, surtout durant la nuit, des pressoirs mobiles et ambulants et prennent les deux tiers de toute la récolte au

niveau de la région.

Selon des sources crédibles notre huile d'olive se vend dans les marchés tunisiens, à savoir à Gafsa, Tozeur voire même en Europe..., sous un étiquetage tunisien.

A noter que l'espèce de l'olivier de Ferkane oléastre majestueux et unique au monde, selon les experts, pousse dans une région semi-désertique et sèche dans un environnement dépourvu complètement d'humidité, offre une huile très visqueuse et dont le PH acide est très réduit, jadis réputée chez les berbères de Ferkane par ses vertus médicales, nutritionnelles, gastronomiques, cosmétiques et thérapeutiques.

Sachant qu'un hectare de ladite région peut produire jusqu'à 800 kg d'olives mûres qui fournissent jusqu'à 40 kg de pâte qui permettent d'extraire

à froid avec des moyens rudimentaires sur place 18 litres d'huile vierge extra très rare sur le marché et se vend à des prix faramineux.

Dans ce contexte où les investisseurs locaux affichent un désintéressement quasi total envers ce produit de qualité, alors c'est aux pouvoirs publics et aux services concernés de se pencher sur ce créneau porteur en initiant une approche pluridisciplinaire, qui prendra en charge le dossier d'investissement agricole dans la wilaya de Tébessa qui accuse un retard considérable.

Rappelons par la même occasion que la première huilerie construite par les Romains, dont les pierrailles et les vestiges témoignent encore de la richesse de la région, se trouve à Berzgane dans la région de Tébessa.

Maâlem Hafid

BOUIRA

Sit-in des travailleurs de la DJS
affiliés au Snapap

Plusieurs dizaines de fonctionnaires et cadres de la DJS de Bouira ont observé, hier matin, un sit-in de protestation de deux heures pour dénoncer le laxisme de la direction face à un ensemble de problèmes que les syndicalistes affirment avoir à maintes fois exposés au directeur et demandé des audiences aux fins de trouver des solutions ensemble mais en vain.

Hier, alors que le DJS et quelques cadres de sa direction étaient à M'chédallah en train d'honorer les athlètes de la wilaya qui ont brillé durant la saison sportive 2015-2016 dans différentes disciplines, à l'occasion des festivités du 1^{er} Novembre, en présence du wali, des cadres de la direction et plusieurs autres fonctionnaires affiliés au Snapap ont observé une grève de deux heures, de 10h à midi pour exiger des autorités de la wilaya, spécialement le nouveau wali ainsi que la tutelle, de

dépêcher une commission d'enquête.

D'après certains cadres que nous avons rencontrés sur les lieux, le problème des œuvres sociales traîne depuis plusieurs années. En effet, le non-renouvellement des membres de la commission des œuvres sociales durant les délais impartis a eu pour conséquence le gel des subventions durant l'exercice 2015. Cela étant, même la gestion antérieure des œuvres sociales prête à confusion puisque, selon les protestataires, plusieurs

dépenses sont jugées exagérées quand elles ne sont pas du tout justifiées avec des exemples cités dans un document remis au directeur de la DJS en date du 16 mai 2016 mais resté sans suite.

Depuis, plusieurs demandes d'audience ont été envoyées au DJS pour éclaircir la situation des œuvres sociales mais également, discuter des autres problèmes liés directement à la gestion de la direction par certains chefs de service, mais là aussi, aucune suite n'a été donnée. Des retards dans les paiements et des erreurs dans les fiches de paye, les indemnités et autres primes des fonctionnaires, la bureaucratie dans l'établissement des documents administratifs, la mauvaise gestion concernant le suivi de la carrière professionnelle des fonctionnaires, leurs nominations, leurs mutations et leurs promotions, qui se font sans jamais tenir compte de l'avis de la com-

mission paritaire, sont autant de problèmes rencontrés par les fonctionnaires de la Direction de la jeunesse et des sports dans leur travail quotidien.

Aussi et pour toutes ces raisons, les fonctionnaires et cadres affiliés au Snapap ont voulu, par cette action, interpellier directement le nouveau wali pour lui exposer tous ces problèmes en détail, alors qu'un appel du pied est également lancé au ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould-Ali, pour dépêcher une commission afin d'enquêter sur la gestion de la DJS de Bouira dans tous les domaines, depuis les œuvres sociales en passant par les recrutements et les promotions.

Les protestataires, qui étaient hier des dizaines devant le siège de la DJS, se disent prêts à fournir tous les détails aux enquêteurs.

Y. Y.

ELLE ORGANISE UN RASSEMBLEMENT SUIVI D'UNE MARCHÉ

La Fédération nationale des travailleurs communaux
(Snapap) mobilise ses troupes àTizi-Ouzou

Suite à son mot d'ordre de grève nationale des 25, 26 et 27 octobre derniers, la Fédération nationale des travailleurs communaux affiliée au Snapap, a organisé dans la journée d'hier, un rassemblement suivi d'une marche à Tizi-Ouzou.

En plus des travailleurs représentant des sections communales affiliées au Snapap des wilayas de Tizi-Ouzou et Béjaïa appuyés par les délégués des coordinations Snapap de dix-sept wilayas ont pris part à cette action de Tizi-Ouzou et que l'on souhaite, dans les rangs des organisateurs, être l'amorce d'une grande mobilisation à travers l'ensemble du territoire national.

Une mobilisation que l'on veut à la hauteur des défis auxquels font face les travailleurs comme l'ont expliqué les délégués de wilayas qui se sont relayés devant le parterre de travailleurs communaux rassemblés sur l'esplanade M'Barek-Aït-Menguellat de Tizi-Ouzou qui tous ont dénoncé les mesures antisociales prises par le gouvernement et qui constituent, selon eux, une menace

sur les acquis et les droits sociaux des travailleurs.

Très décrié par les syndicalistes du Snapap, le code du travail en cours de révision est annonciateur «de régression pour les acquis sociaux des travailleurs qui seront réduits à l'état de khemmas», s'alarmera une syndicaliste, fustigeant l'UGTA qui soutient les pouvoirs publics dans ses projets porteurs d'injustice pour les salariés, considérant, au passage que la révision en cours du code du travail, la suppression de la retraite anticipée ainsi que la mouture de la loi de finances 2017 sont dictées par le FMI.

Le même discours musclé et fustigeant le pouvoir a été tenu par Rachid Malaoui, membre fondateur et ex-secrétaire général du Snapap et actuel

SG de la CGATA, Confédération générale algérienne des travailleurs autonomes.

La révision du code du travail ouvre la porte à l'exploitation de l'homme par l'homme, selon le syndicaliste qui prédit un retour inévitable vers la situation économique et sociale vécue par les Algériens pour cause des conditions drastiques édictées par le FMI durant les années 1990, craignant un surcroît de chômage et une paupérisation accrue des travailleurs et un affaiblissement du pouvoir d'achat de ces derniers. «Les augmentations salariales concédées ces dernières années aux travailleurs sont rognées par une inflation galopante».

Même tonalité et même colère dans la bouche de tous les délégués des coordinations du Snapap qui ont été invités à prendre la parole. Suite à quoi une marche a été organisée, dans le calme, en direction du siège de la wilaya.

Signalons que l'action de protestation initiée par la Fédération nationale des travailleurs communaux (Snapap) est venue en soutien à une plateforme comportant une quinzaine de revendications, portant notamment sur la refonte du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers de tous les corps des communes, défense des droits des travailleuses et travailleurs, particulièrement le droit à une vie décente à travers le pouvoir d'achat, la défense du libre exercice du droit syndical, l'application de l'indemnité des agents de l'état civil avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008 comme le stipule l'article 85 du décret exécutif n° 11/334 du 20/09/2011. Abrogation de l'article 87bis officiellement. Mais le rejet du nouveau code de travail et l'annulation de la décision annulant le départ à la retraite avant soixante ans sont les points qui ont le plus soulevé la colère des protestataires.

S. A. M.